

Des Imbonerakure condamnés : un tournant au Burundi ?

Deutsche Welle, 10.10.2019 La justice a condamné mardi (9 octobre) quatre membres des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti au pouvoir. Ils sont accusés d'avoir assassiné en août dernier un militant du parti de l'opposant Agathon Rwasa.

Les faits remontent à la nuit du 18 au 19 août. Des militants du CNL (Congrès national pour la liberté, parti d'Agathon Rwasa) ont été attaqués par une dizaine d'hommes armés de machettes et de gourdins. Un des militants a été tué. Les forces de l'ordre ont aussi interpellé quatre assaillants qui ont fini par être condamnés à la prison à vie, à deux mois après leur arrestation. Le porte-parole du Congrès national pour la liberté salue cette décision de la justice de son pays. Cependant, le député Terence Manirambona souhaite que les commanditaires de cet assassinat soient eux aussi retrouvés et punis. "Comment quatre personnes ont pu oser tendre une embuscade à une équipe de 200 militants du parti CNL qui rentraient des festivités d'inauguration de la permanence provinciale à Muyinga (ville du nord-est du Burundi, ndr) ? C'est un acte qui était bien préparé, un acte prémédité. Nous pensons toujours qu'il y a eu des commanditaires" explique-t-il. Manirambona dénonce le président du Forum pour le renforcement de la société civile au Burundi (FORSC) se réjouit lui aussi de cette condamnation. Mais Vital Nshimirimana demande que les autres auteurs de crimes les plus crapuleux au Burundi puissent être eux aussi jugés. Plusieurs opposants joints par la DW estiment pour leur part qu'il s'agit d'une manœuvre du président Pierre Nkurunziza pour faire croire à la communauté internationale que la situation politique s'apaise au Burundi avant les élections générales de 2020, notamment la présidentielle de mai de la même année. Respect de la loi Joint au téléphone, un des responsables des Imbonerakure (la ligue des jeunes du parti au pouvoir, le CNDD-FDD) n'a pas souhaité commenter la condamnation de ses camarades. Mais le premier vice-président du Burundi se veut rassurant. Selon Gaston Sindimwo, "tout citoyen qui commet des forfaits, qu'il soit du CNDD-FDD ou des Imbonerakure, sera châtié conformément à la loi. C'est ce que nous appliquons. C'est ce que nous avons toujours appliqué. Allez voir dans les prisons. On a des gens du CNDD-FDD qui ont commis des bavures. Ce n'est pas une nouveauté. C'est une habitude pour notre gouvernement". Le CNL a déjà plusieurs reprises accusé les Imbonerakure et la police burundaise de commettre des actes de violences contre ses militants. Le parti se plaint régulièrement d'agressions depuis sa reconnaissance officielle par le ministre Intérieur en février 2019. Selon Terence Manirambona, des dizaines de permanences du parti ont été vandalisées depuis le début de l'année 2019. Accusés de nombreuses exactions par les ONG de défense des droits de l'Homme, les Imbonerakure sont considérés par l'ONU comme une milice. Une appellation rejetée par les autorités du Burundi.